

COMMUNE de  
La Capelle et  
Masmolène

Département du Gard

## Délibération du conseil municipal

DM 2  
BP M57

N°18/2025

Département du Gard Canton d'UZES  Commune de La Capelle et Masmolène		Extrait du registre des délibérations de la séance du conseil municipal du Vendredi 12 décembre 2025 à 19h00		
Date de la convocation  06/12/2025		L'an deux mil vingt-cinq le douze décembre 2025 à 19h00, le conseil municipal s'est réuni sous la présidence de Monsieur Xavier GAYTE, Maire.		
		Membres	Présent	Absent
Date d'affichage de la convocation 06/12/2025		1 – Monsieur GAYTE Xavier	X	
		2 –Madame CREISSEN Viviane	X	
		3 –Monsieur PAUL François		X
		4 – Monsieur SERRES Hervé		X
Nombre de conseillers : 11		5 – Monsieur PESENTI Anthony	X	
En exercice	9	6- CLAUX Elodie	X	
Quorum	5	7 –Madame DURANDO Françoise	X	
Présents	5	8- FORIEL Jonathan		X
Représentés	4	9 – GIULIANI Stéphanie		X
Votants	9			
Secrétaire de séance (art. L.2121-15 CGT) Viviane CREISSEN		ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ		

**VU l'instruction budgétaire et comptable M 57,**

**VU le budget de la commune,**

**Monsieur le Maire expose :**

Nous devons procéder à une régularisation comptable afin d'intégrer les frais d'études et d'insertions concernant divers travaux en 2021-2022-2023. Ces frais d'un montant de 28 260.44 € mandatés au C 203, doivent être transférés suivant le tableau ci-dessous.

**Monsieur le Maire propose au conseil municipal d'autoriser la décision modificative suivante du budget de l'exercice 2025 :**

**Il est proposé conformément au respect des principes de sincérité et d'équilibre du budget, la délibération modificative suivante :**

Chapitre	Article	Libellé	RECETTES	DEPENSES
R 041 ordre	203		+ 28 260.44	
D 041 ordre	231			+28 260.44
<b>TOTAL</b>				

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,**

**DÉCIDE d'adopter la décision modificative présentée ci-dessus.**

**Fait et délibéré les jours, mois et ans susvisés**

**Le Maire,**



**Xavier GAYTE**

**Le Maire**

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)